



**FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 48 51 62 50 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipement.cgt.fr

**De «non prioritaires» à «biodégradables»,
des ministères... en cours d'extinction !**

- 3 326 postes sur les missions MTES-MCTRT au PLF 2020

soit 5% de baisse (sur les 64 104 effectifs réels de 2019) : 1 177 suppressions d'emplois, 1 149 transferts au ministère de l'intérieur (secrétariats généraux des DDT transférés aux préfetures « SGC ») et 1 000 transferts au ministère de la recherche (IFSTTAR)

Prévision d'ici 2022 : 3550 suppressions (soit 10% de suppression sur le triennal 2020-2022 comparé à 2019) **et de nouveaux transferts au ministère de l'intérieur, SGC, DREAL ou DEAL Outre Mer.**

En 10 ans (2013 à 2022) 15 000 emplois supprimés au MTES/MCT !

De 2015 à 2022, les gouvernements Hollande et Macron auront supprimé 20 % des effectifs MTES-MCTRT, contredisant les déclarations de la France sur le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité et l'urgence en matière d'écologie, de logement, de transports, de sécurité, de prévention des risques naturels ou technologiques, de développement durable...

**Les ministres déclarent : il faut distinguer « politiques publiques »
et « services publics » ...**

Si le budget du MTES augmente de 800 millions (32,2 Md€ comprenant : 12,1 Transition énergétique, 7,3 Transports, 2,5 Eau et Biodiversité, 2,2 Aviation civile, 0,5 Prévention des Risques), celui du MCTRT baisse (16,55 Md€) en raison des coupes sur les crédits des APL et du logement social...

Sur 48,7 milliards de crédits, la masse salariale est de 1,8 Md€ (2,7 Md€ avec le CAS pensions, à peine 5% du budget): en baisse de 2,7 % sur 2019.

Mais pourquoi sacrifier les compétences humaines, les femmes et les hommes qui assurent ce service public ? Par idéologie « anti agent public » et pour servir le « verdissement » libéral : l'expertise technique, la connaissance et les données sont autant de marchés qui intéressent le privé. **Comment ?** La sous-traitance devient la réponse aux problèmes d'effectifs (« faire faire » et ne plus savoir faire en tuant l'ingénierie publique) et la « préfectoralisation » met tout le monde au pas, se moquant des avis techniques des services et de l'indépendance des fonctionnaires ...

Détail des effectifs des services ministériels et DDT

plafonds d'emplois 2020 en ETPT (évolution sur 2019)

➔ **Programme 217 : 36 947 effectifs au MTES et MCTRCT**

MTES 27 416 (-599) : **9 376 A** ; 9 263 B ; 8 777 C (**A « majoritaires »**)
MCTRCT 9 531 (-206) : 2 423 A ; **4 949 B** ; 2 159 C (**B « majoritaires »**)

Administration centrale : - **13 %** (3 879 ETPT)

Directions régionales (DREAL, DEAL, DIRM, DM, DIR...) : - **12 %** (17 996 ETPT)

Directions départementales (DDT/DDTM...) : - **18 %** (11 699 ETPT)

➔ **Programme 147 : 291 (-8) effectifs pour la politique de la ville**

Pour les quartiers de la politique de la ville, ils sont de nouveau en baisse...

➔ **Programme 181 : 435 (+5) effectifs pour l'Autorité de Sureté Nucléaire**

Seuls les effectifs de cette autorité indépendante progressent un peu, mais l'ASN est financée par des taxes perçues auprès des exploitants d'installations nucléaires (EDF, CEA, ORANO) et une partie de ses effectifs sont mis à disposition par l'IRSN (EPIC de recherche et d'expertise sur la sûreté nucléaire et la radioprotection).

[soit 37 673 : effectifs prog 217 + politique Ville + ASN]

Effectifs aviation civile DGAC et ENAC : 10 545 (0), financé par le Budget Annexe Contrôle Exploitation Aériens – **BACEA taxes affectées**). Pas de baisse du plafond d'emplois, mais les recrutements annoncés pour les effectifs des contrôleurs aériens seraient effectués par redéploiement, en supprimant des emplois d'autres corps et fonctions au sein de la DGAC.

[soit 48 218 : effectifs prog 217 + Politique de la Ville + ASN + BACEA]

Evolution des effectifs ministériels par programme (2020 / 2015 en ETPT)

➔ **Programme 205 Sécurité Affaires maritimes : - 201** (2669 / 2870)

➔ **Programme 203 Infrastructures et services de transports : - 1047** (9813 / 10 860)

➔ **Programme 181 (hors ANS) Prévention des Risques : - 43** (3237 / 3 194)

➔ **Programme 174 Energie, Climat, et après-mines : - 13** (784 / 771)

➔ **Programme 113 Paysages, Eau, Biodiversité : + 540** (3571 / 3031)

*Cette augmentation, la seule des programmes, est purement comptable, car elles résultent du **transfert budgétaire** et de **gestion des personnels en provenance du ministère chargé de l'agriculture, déjà en poste dans les DDT(M) et de DREAL.***

➔ **Programme 217 Conduite et pilotage des politiques Ecologie, Développement, mobilités durables : - 852** (6283 / 7675)

➔ **Programme 217 action 15 Personnels du MCTRCT : - 669** (9531 / 10200 en 2018)

➔ **Programme 217 action 28 Développement Durable, Expertise, Recherche : - 27** (637 / 664 en 2018)

Effectifs des Établissements Publics

plafond d'emplois 2020 en ETPT (évolution sur 2019)

➔ **Programme 159 Expertise, Information géographique et météorologique : (- 235)**

Météo France 2 736 (-95) : La situation de **Météo France** révèle l'ampleur des pertes d'effectifs : **647 emplois en moins en 9 ans [3 383 (2012) à 2 736 (2020)]**. Après la fermeture de 53 centres départementaux de prévision, sont désormais menacées les autres centres territoriaux restants, les activités humaines de recherche (même si le financement du super calculateur de Toulouse est assurée)... ". La direction impose des centralisations de service et l'automatisation à outrance. En même temps" le nouveau PNACC 2 (second plan national d'adaptation au changement climatique) est à mettre en application dans les prochaines années... Et les données d'occurrence des événements météo graves augmentent avec leurs conséquences dommageables pour des territoires de plus en plus nombreux, y compris leur rôle dans les causes d'accidents industriels.

CEREMA 2 594 (-101) : Les effectifs du **CEREMA**, créé en 2014 par regroupement des anciens CETE, du LCPC, SETRA et CETMEF, suit la même pente dangereuse : - **385 emplois en 5 ans [2 979 (2016) à 2 594 (2020)]**. Avec la baisse systématique de la subvention de charge de service public de l'Etat (SCSP), la masse salariale bien amaigie du CEREMA est désormais inférieure en 2020 à la SCSP. Les capacités d'expertise technique du CEREMA au service de l'Etat et des collectivités territoriales dans plusieurs domaines et politiques publiques pourtant prioritaires, sont désormais gravement en cause. En 2020, la création de l'ANCT (voir ci-dessous) au nom du besoin d'ingénierie publique au service des projets de territoire des collectivités, n'en est que plus ironique... Dès lors que cette nouvelle Agence devra conventionner avec plusieurs établissements publics (dont le CEREMA), afin qu'ils mettent à sa disposition des moyens humains et financiers.

IGN : 1 433 (-39) : Les effectifs de l'**IGN** continuent de fondre avec une baisse annuelle de l'ordre d'une quarantaine d'emplois, comme la baisse de la SCSP (- 1, 57 % en 2020). Sur longue période cette baisse d'effectifs est **considérable**: - **475 emplois. [2008 : 1908 ETP (1718 IGN + 190 IFN qui ont été fusionnés) / 2020 : 1433 ETPT]**. Les ressources propres de l'IGN (44 % de ses ressources dont une majorité de recettes commerciales) sont de plus en plus menacées par la généralisation de l'application de l'open data, facilitant la concurrence du marché des vendeurs de données. La compensation par l'Etat par la SCSP des manques à gagner de ce fait, serait refusée !

➔ **Programme 113 Eau, Paysages, Biodiversité : (- 43)**

En dépit de la création de nouveaux parcs nationaux terrestres, de parc naturels marins, puis de l'AFB en 2017...La comparaison des emplois des établissements de l'Etat du programme 113 sur longue période est édifiante : - **189 emplois en 12 ans [5 137 (2020) / 5 236 (2008)]**

OFB 2 659 : soit AFB+ONCFS (0) et 150 emplois précaires « hors plafond » sera créée en 2020 par simple addition des effectifs après des années de réduction d'une quarantaine/an des effectifs à l'ONCFS. Mais la trajectoire d'ici 2022 serait **une baisse de - 60/70 emplois, même si la ministre a répondu au CNB du 10 octobre** (Comité national de la Biodiversité) : *cela n'est pas tranché...* Après la débudgétisation de 2018 du financement de l'AFB et de l'ONCFS, la SCSP de 46,1 millions d'euros à l'OFB pour 2020 n'est que la compensation du transfert des redevances cynégétiques, de la baisse du permis national de chasse et du cofinancement des actions " Biodiversité " des fédérations départementales de chasse...

6 Agences de l'eau 1 536 (-40) : Les redevances "eau" des AE, payées à 80 % sur les usages domestiques continuent ainsi de financer les actions biodiversité terrestre et marine de l'OFB. Cela en dépit de la directive UE cadre sur l'eau (DCE) qui dispose que les redevances payées sur l'eau doivent alimenter les dépenses de protection des milieux aquatiques et du principe pollueur payeur, car n'est toujours pas instituée par le PLF 2020 une fiscalité ou une redevance "atteintes à la biodiversité" ou "artificialisation des terres".

Et les effectifs des **Agences de l'eau** continuent de subir des pertes annuelles d'une **quarantaine d'emplois** : - 220 emplois en 6 ans [1536 (2020) / 1756 (2015)].

11 Parcs nationaux 794 (0) incluant le 11ème Parc forêt de feuillus dans l'Est, à créer avant décembre en prélevant des postes sur les parcs existants et sur l'OFB (par amendement au PLF, 8 postes seraient trouvés pour atteindre une trentaine d'emplois dans le nouveau Parc)

Conservatoire de l'Espace du Litoral et des Espaces Lacustre - CELRL 140 (0), **Etablissement Public du Maris Poitevin - EPMP 8** (0)

➔ **Programme 217 Supports dont Écoles (- 4)**

ENPC 311 (-2) et 141 précaires hors plafond, **ENTPE 161** (-2) et 39 précaires hors plafond

➔ **Programme 205 Sécurité Affaires Maritimes (- 1)... ENSM** (Enseignement supérieur maritime) **249**

➔ **Programme 203 Infrastructures et Services de Transports (- 113 + 153 = + 40)...**

Voies navigables de France (VNF) 4 152 (-112) continuent de perdre une centaine des emplois par an ! La comparaison des effectifs sur longue période est ici encore très édifiante. En 2008, l'addition des effectifs des services navigation (SN) de l'Etat et de l'EPIC VNF donne **5 400**. En 2013, création de l'EPA VNF avec transfert des effectifs des SN et fusion avec ceux issus de l'EPIC. **Soit 1 248 suppressions d'emplois en 13 ans** ! Résultat de la politique de priorité aux voies fluviales de grand gabarit, aboutissant à une "dénavigation" massive d'une partie des fleuves et canaux. Tant pis pour les missions et objectifs de reconquête de la voie d'eau au détriment de la route, et de gestion des ressources hydrauliques au service de l'aménagement durable et des besoins des territoires !

Société du Grand Paris (SGP y compris réseau des nouvelles lignes de métro) 585 (+153). L'augmentation des emplois (de 200 en 2018 à 585 en 2020) de cet EPIC est entièrement financée par des taxes affectées.

Etablissement public de sécurité ferroviaire (EPSF) 106 (-1), **société du canal Seine Nord Europe (SCNE) 45** (0)

➔ **Programme 181 Prévention des Risques (- 33)**

ADEME 858 (-20) et 225 précaires hors plafond. Les effectifs sont en baisse constante en dépit des besoins dans les territoires en matière d'efficacité énergétique et de transition énergétique, en matière de sites et sols pollués, d'économie circulaire et de gestion des déchets. **Sur longue période (2008/2020), le plafond d'emplois de l'ADEME stagne à 858 (après un "pic" de 910 en 2017...).**

INERIS 498 (-13). Expertise publique d'appui en matière de risques et de pollution industriels, ses emplois sont réduits de **72 en 13 ans...** (570 en 2008 / 498 en 2020).

➔ **Programme 135 Urbanisme, Territoires, Habitat (- 3 + 34 = +31)**

ANAH 145 (+34) **ANCOLS 139** (-3) **CGLS 28** (0) Augmentation bienvenue des effectifs de l'ANAH, mais insuffisant en matière de résorption de l'habitat insalubre et d'aides à la rénovation énergétique.

➔ **Programme 112 Politiques d'Aménagement du Territoire.** Création de l'ANCT (**327 emplois**) par transferts sans aucune création d'emploi provenant pour 238 de l'ex CGET, 43 de l'ex EPARECA, 28 de l'ex SCN **Agence du numérique**, 14 de l'ASP SI Synergies Fonds européen, 4 ex prog 217 et Agence comptable. Les moyens de l'ANCT seront prélevés sur les moyens du CEREMA, mais aussi de l'ADEME, de l'ANAH, de l'ANRU et de la Caisse Des dépôts. Les crédits existants de l'Etat seront également mobilisés par l'ANCT. Le tout au bon vouloir des préfets, délégués territoriaux de l'agence. Les agents du CGET non transférés à l'ANCT seront affectés à la DGCL du ministère de l'intérieur...